

# Un appel à l'aide des Rohingyas du Myanmar à l'ONU

Les musulmans ne représentent que trois millions de la population des 70 millions du Myanmar, le plus grand pays dans la région de l'Indochine en Asie du Sud-Est. Cependant, une sauvagerie horrible est infligée aux musulmans. La principale cause de celle-ci est la discrimination ethnique et religieuse.

Les 800.000 Rohingyas vivant dans le pays ne sont pas considérés comme citoyens. Ces personnes sont considérées comme des **"migrants illégaux"** du pays voisin du Bangladesh. D'autre part, le régime du Bangladesh ne reconnaît pas les Rohingyas vivant le long de la bande côtière à la frontière du pays.

Exclus par les deux pays, les Rohingyas ont du mal à survivre en tant que "apatrides" dans la région. Puisque les deux pays les rejettent, les Rohingyas n'ont aucun document d'identité, et n'ont donc aucun droit de citoyenneté. **Leur présence ne peut donc être prouvée, ni même leur absence.**

Ils ne peuvent bénéficier de l'éducation, des droits sociaux comme la santé et les services publics, on leur refuse l'accès aux hôpitaux et ils ne peuvent pas travailler dans la fonction publique. Étant donné qu'ils n'ont pas les moyens d'accéder à l'éducation, le taux d'analphabétisme atteint les 80%. Ils ne peuvent pas obtenir des certificats de naissance pour leurs enfants et n'ont pas la permission de se marier. Ils ne peuvent pas posséder des terres ou des biens. Ils n'ont pas le droit de construire des maisons en béton et ne peuvent vivre que dans celles faites de bois et de bambou, et celles-ci peuvent facilement être détruites lorsqu'elles sont attaquées.

**Il est une réalité connue que les Rohingyas, considérés comme des "migrants illégaux" au Myanmar depuis 1978, sont soumis à une politique d'oppression et de persécution.** Ces politiques ont été intensifiées depuis juin 2012. Dès lors, 240 personnes ont perdu la vie, principalement des musulmans vivant dans la province de Rakhine, et plus de 250.000 ont été déplacées.

**Cependant, ces derniers jours, il y a eu une nouvelle vague d'attaques contre les Rohingyas. Le 14 janvier, les forces armées du Myanmar, les forces de police** (Hlun Hteins) et les terroristes rakhines ont effectué une attaque sauvage et sanglante dans le village rohingya de Du-Chira-Dan (Kilai-Daung). Des témoins oculaires affirment que quelques 60 personnes ont été tuées dans les attaques, de nombreux villageois innocents ont été arrêtés, des femmes et des filles ont été violées et que 200 femmes, six hommes et cinq enfants ont disparu.

Les organisations des droits de l'homme ont signalé que des centaines de personnes ont fui la région dans la terreur d'une attaque du village de Du Char Yar Tan, hérité par les musulmans rohingyas. A l'heure actuelle, 340 maisons et une zone de peuplement habitée par 4000 personnes ont été totalement évacuées. Les autorités ont signalé ce village en tant que **"zone interdite"** et **on a interdit à des observateurs externes, des journalistes et des Rohingyas d'entrer dans le village.**

Les événements auraient commencé avec le meurtre de huit Rohingyas par Aung Zan Ohyu, le chef du village Duchiradan. Celui-ci voulait cacher le crime, car des villageois avaient été témoins. Avec un groupe de policiers et des Rakhines, il a cherché à retenir les villageois et a ouvert le feu sur eux. Ils ont également violé l'une des filles du village. Les tensions dans le village ont augmenté en raison de ces événements, et l'un des agents de police sur les lieux a été tué par les villageois.

Les fonctionnaires de la région de Maungdaw, attachés à la province de Rakhine, ont ordonné aux forces de sécurité d'ouvrir le feu sur les villageois. Des témoins oculaires ont dit que les fonctionnaires avaient par la suite essayé de cacher les corps des villageois morts. Un rapport du 22 janvier dit que le régime de Naypyidaw a émis un "mandat d'arrêt" pour tous les hommes rohingyas âgés de plus de 10 ans. **Les préoccupations que cela annonce une nouvelle vague de génocide contre les gens innocents s'accroissent.**

**Cependant, ce n'est pas le premier rapport de massacres des Rohingyas.** Il y a des témoignages de Rohingyas ayant été faits prisonniers et utilisés dans le trafic humain, torturés à mort de diverses manières, de corps transférés dans la jungle dans des camions et étant coupés en morceaux et enterrés dans des fosses, des femmes violées et dont leurs seins ont été coupés avant qu'elles ne soient tuées.

**Le peuple rohingya sont dans un état de peur mais il n'y a rien qu'ils puissent faire pour se protéger.** Ils n'ont aucune organisation pour les héberger et une citoyenneté ou des droits légaux. Ils n'ont pas les moindres moyens technologiques par lesquels ils pourraient faire entendre leur voix dans le monde.

**Le gouvernement du Myanmar, d'autre part, a nié tous ces rapports. Lorsque le rapporteur spécial des droits de l'Homme des Nations Unis, Tomas Ojea Quintana, a demandé une enquête sur ces derniers, il a dit qu'aucun Rohingya n'était mort à l'exception d'un agent de police.** Hla Maung Tin, le Premier ministre de Rakhine, a plutôt accusé les médias du monde de mener une "campagne de diffamation". Bien sûr, nous ne devons pas oublier ici qu'étant donné que les Rohingyas ne sont pas considérés comme des citoyens, ils n'ont pas de documents d'identité et, par conséquent, s'ils meurent ou disparaissent, il n'y a pas de documents officiels pour prouver leur existence autrement. Donc, si les allégations sont vraies, les déclarations des témoins et la présence de cadavres sont la principale preuve qui peuvent confirmer les incidents. On rapporte, cependant, que les fonctionnaires ont couvert aussi vite que possible les preuves du massacre, raison pour laquelle le monde n'est pas au courant des preuves des massacres.

Oui, le peuple musulman rohingya est dans une situation désespérée. L'ONU doit passer à l'action et les mesures nécessaires doivent être prises pour garantir tous les droits à la vie des Rohingyas. Si on veut empêcher l'augmentation des événements dans la région de Maungdaw et déterminer la vérité sur les massacres, il est de la plus grande urgence qu'une équipe d'enquête internationale entre et mène des enquêtes avant que les preuves ne soient toutes détruites. Après cela, des mesures permanentes doivent être prises pour que les gens retirés du village sous embargo puissent retourner dans leurs foyers et qu'un environnement sécuritaire leur soit fourni. Les principales étapes qui doivent être entamées sont de mettre un terme à la torture, aux viols, aux pillages, aux arrestations et aux meurtres, de mener des enquêtes parmi les personnes impliquées dans ces pratiques illégales et de prendre des mesures juridiques appropriées, et de permettre aux médias internationaux d'examiner le lieu des faits.

Après cela, il est extrêmement important qu'une force de paix de l'ONU soit envoyée dans la région de Rakhine pour assurer la sécurité de la population rohingya. L'étape suivante la plus importante est que l'ONU prenne les mesures nécessaires pour l'octroi des droits de citoyenneté aux Rohingyas et pour la protection de ces droits. Des contacts doivent être établis avec le gouvernement du Myanmar afin qu'ils puissent bénéficier des droits publics comme l'éducation, la santé, les médicaments et le traitement comme tous les autres citoyens du pays et afin qu'ils puissent jouir de tous les droits humains.

Toute personne de bonne conscience a bien sûr la responsabilité de prendre les mesures nécessaires pour la protection de ce peuple innocent et sans défense, piégés entre le Myanmar et le Bangladesh. Il ne fait aucun doute qu'il est également de la plus haute importance pour l'ONU qui a assumé la mission de préserver la paix, la sécurité et les droits et libertés fondamentaux de l'Homme, de montrer la voie sur cette question sans plus tarder.

Article d'Adnan Oktar publié sur Harakah Daily:

<http://en.harakahdaily.net/index.php/articles/analysis-a-opinion/8418-a-cry-for-help-to-the-un-from-rohingya-of-myanmar.html>

<https://www.harunyahya.info/fr/articles/un-appel-a-laide-des-rohingyas-du-myanmar-a-lonu>